



**Muriel FITOUSSI**, journaliste spécialisée dans les sujets de politique et de société (Dossiers du Canard Enchaîné, Libération, Paris Obs...). Elle a publié en 2007 "Femmes au pouvoir, femmes de pouvoir" chez Hugo & Co 2007.

**Eddy KHALDI**, enseignant, militant syndicaliste et associatif, suit depuis 25 ans les questions de société et de laïcité relatives à l'école, auteur de plusieurs articles sur ces questions.

Nous publions chez DEMOPOLIS à compter du 25 août 2008 "**Main basse sur l'école publique**". Nous pensons que ce document intégrant nombre de faits et de liens pas toujours connus du grand public peut être utile au débat sur le devenir de l'école publique. **Vous trouverez ci-dessous une très courte présentation, la table des matières et un petit résumé.**

**L'Éducation Nationale est accusée de « fabriquer des crétins » et d'entretenir le « chaos pédagogique », l'insécurité et le chômage. En évitant les débats parlementaires, Xavier Darcos impose sans discussion une véritable révolution libérale. Le gouvernement met rapidement en œuvre une succession de mesures : suppression de la carte scolaire et de postes d'enseignants, évaluation publique des enseignants et des établissements, financement par l'État du développement des établissements privés dans les banlieues... Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi dévoilent la signification de ces mesures.**

**Ils révèlent que des associations de libéraux et de catholiques conservateurs proches du Front national et de l'Opus Dei sont à l'origine de ces propositions. Au nom de la liberté de choix, on prépare une privatisation de l'Éducation. La réforme de l'école est au cœur du projet de Nicolas Sarkozy. L'école institution de la République laïque est décriée, attaquée pour lui substituer une logique libérale dans laquelle l'école privée est instrumentalisée pour concurrencer et démanteler le service public.**

**Quelle part prennent l'actuel gouvernement et son ministre de l'Education nationale dans cette exacerbation de la concurrence, dans les nouveaux privilèges concédés à l'enseignement catholique ? Quel rôle jouent les officines libérales et intégristes qui prennent pour cible l'école publique ? Quel sens donner à toutes ces premières mesures engagées dans la précipitation : suppression de la carte scolaire, instauration d'un chèque éducation pour le privé, concessions sur la mixité, le service minimum... ? Des faits, des actes, des décisions, des liens, des réseaux montrent les multiples connivences, qui depuis une trentaine d'années s'entendent pour lancer une OPA sur l'Ecole publique. "**

**La rentrée 2008 sonnera-t-elle le glas de l'école publique et laïque ?**

**"Main basse sur l'école publique"**

**Muriel FITOUSSI et Eddy KHALDI**

**Editions DEMOPOLIS sortie le 25 août 2008**

## TABLE DES MATIERES

<b>Introduction</b> .....	
<b>1. Un gouvernement sous influences</b> .....	
<i>La laïcité remise en question au sommet de l'Etat</i> .....	
<i>Le ministre et son armée des ombres</i> .....	
<i>Des mesures inspirées</i> .....	
<i>SOS Education au service du ministre</i> .....	
<i>L'enseignement catholique à l'affût</i> .....	
<b>2. L'essor du privé entre stratégie catholique et logique libérale</b>	
<i>Les stratégies de l'enseignement catholique</i> .....	
<i>Financer le privé avec l'argent public</i> .....	
<i>Le maquis des structures</i> .....	
<i>Le nouveau « caractère propre »</i> .....	
<b>3. Les guerres scolaires depuis 1970</b> .....	
<i>1970-1977 : la révolution libérale de l'enseignement catholique</i> .....	
<i>1977-1986 : l'échec du grand service public de l'éducation nationale</i> .....	
<i>1988-1992 : la gauche complexée</i> .....	
<i>1993-1995 : la droite décomplexée</i> .....	
<i>2002 : la « République des proximités » libérales de Raffarin</i> .....	
<b>4. Les nouvelles fabriques de doctrine</b> .....	
<i>La campagne présidentielle de 2007 : un révélateur</i> .....	
<i>Les antipédagogues récupérés</i> .....	
<i>Le bricolage scolaire</i> .....	
<b>Conclusion pour l'école publique</b> .....	
<b>Bibliographie</b> .....	
<b>Notes</b> .....	

# Un petit résumé

L'Education nationale, née de l'idéal de l'école laïque, gratuite et obligatoire, est aujourd'hui en danger de mort. Sous la menace d'une croisade qui, portée depuis plus de 15 ans par les franges catholiques les plus intégristes des mouvements ultra-libéraux, s'invite désormais au cœur de la réforme économique menée par l'actuel gouvernement.

Hallucination, fantasme ?

Hélas, ce scénario catastrophe n'est pas une lubie surgie de l'imagination fantasque d'un auteur de science-fiction. A l'heure où l'opinion prend la mesure des récentes et violentes remises en question du principe de laïcité en France, il est grand temps de s'interroger, sur ce que peut cacher le discours de Nicolas Sarkozy au Latran, en direction de nos chères têtes blondes. La mission éducative qu'entend mener Monsieur le chanoine d'honneur du Vatican, signerait-elle la fin de l'école publique ?

## Ceux qui veulent en finir avec l'éducation nationale :

Depuis plus de 15 ans, dans un relatif secret, un certain nombre de groupements relevant d'une même nébuleuse clérico libérale, s'agitent en catimini. Leur but ultime : démanteler l'Education nationale et l'ensemble de son service public. Une croisade amenée avec prudence et minutie. Mais une détermination néanmoins implacable.

Au cœur de cette nébuleuse, à droite de la droite, une douzaine d'associations : « Enseignement et libertés », « Créateurs d'écoles », l'« OIDEL », « SOS Education », « FSP- Fondation de service politique », « Créer son école », « CLE- Catholiques pour les libertés économiques », « ILMF – Institut libre de formation des maîtres », « Fondation pour l'école », « Famille et libertés », « Mission pour l'école catholique »...ou encore, l'ALEPS, « association pour la liberté économique et le progrès social », filiale ultra-libérale du MEDEF, créée dans les années 60, dans le sillage de l'UIMM.

Leurs « penseurs », leurs activistes, s'inscrivent dans la mouvance des idées agitées dans les « think tanks » de l'extrême droite, au sein du Front National, du Club de l'Horloge. Voire, pour certains...de l'Opus Dei.

Toutes réclament, à corps et à cris, l'avènement de la « liberté de l'enseignement » en France. Qu'entendent-elles par « liberté » ? Il s'agit en fait, d'organiser la mise en concurrence des établissements scolaires, dans une optique de concession de service public voire de marchandisation de l'école.

Celle-ci garantirait une « offre scolaire diversifiée », sensée répondre à une attente désespérée des familles, injustement privées de leur liberté de choix... Des mots d'ordre libéraux bon teint, en apparence, mais qui, en réalité, servent opportunément la vision cléricale de ces nouveaux croisés. Ceux-ci n'espèrent rien d'autre que le retour à l'école d'antan. Celle d'avant la République, aux mains de l'Eglise.

## L'école publique laïque, voilà l'ennemie

A en croire plusieurs des associations précédemment citées, au premier rang desquelles, l'hyperactive et bien nommée « SOS éducation », nous serions à la veille d'un cataclysme insoupçonné. L'œuvre de Jules Ferry serait devenue un véritable borborygme, une sorte d'ancre du Diable porteur de tous les signes de décadence de notre époque, coupable d'une entreprise criminelle de corruption des mœurs de la jeunesse. Cette école serait aux mains des syndicalistes de l'Education nationale, omnipotents héritiers du bolchevisme, décidés, couteau entre les dents, à faire de nos chères têtes blondes de la graine de révolutionnaires nihilistes. Les programmes scolaires sont stigmatisés, accusés d'intelligence avec l'ennemi, par la diffusion d'une vision marxiste et culpabilisante de l'histoire mondiale... Des profs incompetents et démissionnaires, impuissants à endiguer la violence et l'échec scolaire montrés du doigt à toute occasion. Au final, tous les maux de notre société, seraient imputables à ce Monstre froid, mammoth ingérable, fossile « comparable à l'ex-armée rouge ».

Ces associations ne se contentent pas de stigmatiser les errances du système éducatif, de la méthode globale rendue responsable d'un illettrisme galopant, du contenu des programmes ou de la baisse alarmante du niveau depuis plusieurs décennies.

Elles vont bien plus loin. « Dans le concert des «déclinistes», rapporte un article de Libération le 6 novembre 2006, « SOS Education est à part. Elle ne compte pas de personnalités dans ses rangs et cherche désespérément des alliés (...) Le 24 octobre, Sauver les lettres, Sauver les maths et Reconstruire l'école ont publié une lettre au vitriol, qualifiant SOS Education de «groupuscule malfaisant». Car, au-delà de constats communs, leurs buts divergent radicalement. Dans la tradition laïque et républicaine, les trois associations réclament une école plus performante. SOS Education

viser son affaiblissement, voire sa disparition. Le 17 septembre 2005, devant le Cercle Frédéric Bastiat qui se veut un haut lieu de la pensée, Vincent Laarman (Président de SOS Education, NDLR) annonçait la couleur : il n'y a d'espoir que « si l'Education nationale se trouve menacée dans sa survie par la concurrence d'un grand secteur éducatif libre ». Et de citer les Etats-Unis en exemple. »

Le but ultime ne serait-il pas, au prétexte de libérer l'école, de faire disparaître l'école publique ?

## **A l'ombre de l'Opus...**

Mais les questions éducatives ne monopolisent pas leurs foudres guerrières. Certaines associations entendent bien, aussi, se mêler des questions touchant plus intimement au « progrès des sociétés humaines », tel qu'elles le conçoivent. C'est que l'avortement, la contraception, les prises de positions de Jean Paul II puis Benoît XVI figurent parmi quelques-unes de leurs préoccupations essentielles.

Dans notre nébuleuse, CLE, Catholiques pour les Libertés économiques, dont les locaux se situent à l'adresse même du siège de l'Opus DEI en France. Son Président, Michel de Poncins, fut l'un des conseillers économiques de Jean-Marie Le Pen.

Ou encore, l'OIDEI. Une ONG très influente pour le "Droit à l'éducation" et la "liberté d'enseignement", reconnue par l'ensemble des institutions européennes, mais dont l'appartenance à l'Opus dei est révélée dans force sites, documents officiels du gouvernement fédéral genevois, et par l'engagement reconnu « à l'œuvre » de plusieurs de ses membres éminents.

Un document extrait d'un rapport comparatif de l'OIDEI sur 85 pays non encore publié est diffusé opportunément, en avant première, le 22 avril 2007, à l'issue du premier tour de la présidentielle, pour développer la « liberté d'enseignement en France ». Pourtant, il n'y a pas péril en la demeure de France nous sommes en 5<sup>ème</sup> position. Que signifient cette pression et la publication de ce programme d'action à ce moment de la campagne ? Que d'attention de la part de cette ONG européenne pour notre pays, en particulier à l'occasion de son Symposium de Lisbonne des 7 et 8 septembre 2007. L'OIDEI se penchait sur notre carte scolaire avec le concours des parents d'élèves des écoles privées françaises de l'UNAPEL pourtant non concernées par cette question. Cette entreprise pour développer l'enseignement privé est également conduite, aujourd'hui, par les mêmes avec une rare violence en Espagne.

## **« Guide du candidat 2007/2008 »...**

Tout cela ne porterait pas à conséquence, si l'écho auprès des politiques et des pouvoirs publics, ne se faisait aussi fidèle. Jusqu'à inspirer, avec une étrange concordance, l'agenda de l'actuelle politique « de réformes » du Ministre de l'Education, Xavier Darcos.

Dans le sillage de la campagne présidentielle, en 2007, l'ALEPS et d'autres se fendaient d'une initiative pour le moins audacieuse : l'édition d'un « Guide du Candidat 2007/2008 », véritable feuille de route énonçant un catéchisme auquel devrait se conformer le candidat favori, dans une logique purement libérale. Et le gagnant fut ... Nicolas SARKOZY, arrivé en tête des notes attribuées aux divers candidats.

En matière d'éducation, un « agenda des réformes », assorti d'un authentique planning d'exécution, annonce « dès 2007 », entre autres mesures-phares :

- « Suppression de la carte scolaire et sélection à l'entrée des établissements scolaires et universitaires »

- « Liberté totale de l'ouverture de classes, d'établissements, et du recrutement d'enseignants et de personnel administratif par contrat privé »...

Puis, à plus long terme, rien de moins que la « suppression progressive du budget de l'Education nationale et du statut des enseignants fonctionnaires »... ou encore, l'« autonomie totale des établissements en matière de programme, de personnel et de contrôle des connaissances... »

Dans son éditorial en ouverture de « la nouvelle lettre » n°928, le 8 septembre 2007, Jacques Garello, responsable de l'ALEPS, encourage le nouveau Président, avec cette mise en garde, qui laisse songeur : « Vous allez vous mettre à dos les syndicats d'enseignants à coup sûr, mais aussi les associations de parents et de façon plus large encore tous ceux qui sont attachés à l'idée du service public unique et laïque de l'Education nationale. Mais vous allez aussi sauver la jeunesse et, avec elle, l'avenir du pays. »

11 juin 2007, Elysée. Toutes affaires cessantes, sous le feu des caméras et des micros, Nicolas Sarkozy annonce un assouplissement de la carte scolaire, dès la rentrée de septembre 2007. Paris brûle-t-il ? Comment expliquer une telle précipitation, de la part d'un Président de la République à réunir, dans les tous premiers jours de son mandat, les représentants des personnels et des parents d'élèves à l'Elysée pour traiter de la question de la suppression de la carte scolaire, qui réussit l'exploit de s'imposer au rang d'urgence nationale ? Comme si l'immense chantier de l'éducation nationale se limitait à la question de la carte scolaire. Rien n'indique, de surcroît, qu'il s'agisse là d'une demande émanant explicitement des parents, d'ailleurs la principale fédération s'y oppose. En septembre, l'académie de Paris n'a enregistré, en tout et pour tout, que 203 dérogations supplémentaires par rapport à l'année précédente. Une goutte d'eau.

11 juillet 2007 dans sa lettre de mission au ministre de l'Education nationale, le Président de la République fixe parmi ses objectifs budgétaires : « S'agissant de l'enseignement sous contrat, qui répond à certaines attentes des familles, vous ne dissuaderez pas les établissements privés de s'installer dans des quartiers en difficulté et, au contraire, vous soutiendrez, lorsqu'ils existent, de tels projets d'installation, dans le respect des grands équilibres nationaux. ».

20 décembre 2007, palais de Saint-Jean de Latran, Vatican. Nicolas Sarkozy, président de la République française, est intronisé « chanoine honoraire ». Il s'en félicite, déclarant que « la laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû ». Défendant le concept de « laïcité positive », il enfonce le clou : « un homme qui croit est un homme qui espère. L'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent (...) ». Espérance que la République, sorte de monstre froid, aux valeurs morales déconnectées de toute transcendance, ne saurait nourrir ... « Depuis le siècle des Lumières, l'Europe a expérimenté tant d'idéologies. Elle a mis successivement ses espoirs dans l'émancipation des individus, dans la démocratie, dans le progrès technique, dans l'amélioration des conditions économiques et sociales, dans la morale laïque. Elle s'est fourvoyée gravement dans le communisme et dans le nazisme. Aucune de ces différentes perspectives (...) n'a été en mesure de combler le besoin profond des hommes et des femmes de trouver un sens à l'existence(...) Et puis je veux dire également que, s'il existe incontestablement une morale humaine indépendante de la morale religieuse, la République a intérêt à ce qu'il existe aussi une réflexion morale inspirée de convictions religieuses. D'abord parce que la morale laïque risque toujours de s'épuiser quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini. Ensuite et surtout parce qu'une morale dépourvue de liens avec la transcendance est davantage exposée aux contingences historiques et finalement à la facilité. »

Concernant l'éducation, Sarkozy se lance dans une vibrante homélie : « Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie ».

Tollé au sein du monde enseignant, qui dénonce, « une véritable provocation vis-à-vis de l'école publique ».

Nicolas Sarkozy s'était déjà illustré, en 2004 dans son livre « Les religions, la République, l'espérance »....Son coauteur : Thibaud Collin, membre de l'association de service politique, « laboratoire d'idées » intégristes, réputé proche de l'Opus dei, et financièrement soutenue par le Vatican. Thibaud Colin est, par ailleurs, l'auteur d'un pamphlet hostile à une quelconque reconnaissance de l'égalité entre homo et hétérosexuels ... Thibaud Collin était de la visite au Vatican. Le discours lu par Nicolas Sarkozy, ressemble, par endroits, à un copier-coller de certains passages de leur œuvre commune. « Le besoin spirituel, l'espérance, ne sont pas satisfaits par l'idéal républicain. La République est une façon d'organiser l'univers temporel (...). Elle n'est pas la finalité de l'homme ». Une République qui « ignore le bien et le mal », pouvait-on déjà lire à l'époque, veille du centenaire de la loi de 1905.

Ce 20 décembre, Henri Guaino, plume officielle du Président de la République, n'était, de toute évidence, pas de la partie.

17 janvier 2008, Ryad. Nicolas Sarkozy, en visite en Arabie Saoudite, persiste et signe devant les 150 membres du Conseil consultatif du Royaume, fief du wahhabisme, peu réputé pour son esprit d'« ouverture ». Le président de la République exalte ce qu'il nomme « l'héritage civilisateur des religions » ... L'islam, qu'il prend la précaution oratoire de distinguer de l'intégrisme, « négation de l'islam », est appelé à prendre toute sa place dans sa vaste « politique de civilisation » ...

Pour paraphraser Thiers qui, lors du vote de la loi Falloux, justifiait : « un curé c'est 50 gendarmes », dans l'esprit de l'ancien Ministre de l'Intérieur, un imam c'est 50 keufs ?

La rupture est désormais consommée avec la pratique laïque des Présidents de la Vème République. Nicolas Sarkozy est le premier Président qui emploie le nom de Dieu, en visite officielle... Les religions, désormais intégrées au pacte républicain. Ou instrumentalisées ?

## **Elysée, Ministère de l'Éducation ... Qui est aux commandes ?**

Flash-back : 1992. Nous sommes à la veille d'un important scrutin, les élections législatives de mars 1993. 150 personnes d'horizons divers, dont une grande partie de hauts fonctionnaires du service public de l'Éducation nationale et de responsables d'établissements privés, fondent une éphémère association : « Créateurs d'écoles ».

Un organisme destiné à vendre de la formation ? Pas vraiment. Le bulletin n°1 de Créateurs met en exergue un objectif, qui en dit long : « l'identification des verrous et les moyens de les faire sauter » (...) « problèmes juridiques et financiers, rôle des collectivités locales », « gestion des personnels », « outils pédagogiques », « élèves, affectation, aide sociale », « programmes d'enseignement », « personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service ».

Afin de « faire sauter » ces verrous, l'association préconise, non pas une révolution, mais une réforme de velours. « Ce sera sans doute la partie la plus délicate de notre travail, car il ne nous faudra pas tomber dans le piège de la « réforme globale », mais identifier avec précision les actions nécessaires, tout en les rendant possibles. (...) La solution réside sans doute dans la mise en œuvre de dispositifs dérogatoires, qui n'obligent pas à la remise en cause systématique de tout l'existant, mais qui permettent d'importantes innovations au niveau des établissements d'enseignement. » Un lent travail de déconstruction, pièce après pièce, de la maison Education. Un véritable projet de gouvernement.

Parmi les membres fondateurs de cette ambitieuse confrérie : Maurice Quenet, Dominique Antoine et ... Xavier Darcos !

Soit, dans l'ordre, l'actuel Recteur de Paris, le Conseiller Education du nouveau Président de la République, et l'actuel Ministre de l'Éducation nationale.

Carte scolaire, service minimum, modification du statut des personnels, soutien à l'essor de l'enseignement privé, diminution de la place de l'Etat dans les missions de l'Éducation ... Connexions, actions, déclarations, projets et programmes communs attestent de ce complot ourdi, dans l'ombre, depuis un peu plus de quinze années, en toute discrétion, par ceux-là même qui, aujourd'hui, sont aux commandes de l'Éducation nationale.

C'est sur l'histoire de ce complot, et l'identité de ses protagonistes que nous nous proposons, dans ce présent ouvrage, de faire toute la lumière. Et donner ainsi à comprendre, sous un jour nouveau, la politique éducative de l'actuel gouvernement...

Les défenseurs des « racines chrétiennes » de la France réussiront-ils à déraciner l'héritage républicain d'une école laïque, gratuite et obligatoire ?

**Commande en librairie ou à la FNAC :**

<http://livre.fnac.com/a2259892/E-Khaldi-OPa-sur-l-education-nationale>